



Cent quatre rescapés ont été pris en charge dans le port grec de Kalamata. Angelos Tzortzinis/Pool/Reuters



Un réfugié syrien attend des nouvelles de sa femme qui se trouvait sur le bateau. Yannis Kolesidis/EPA - MaxPPP

●●● exactement une équation impossible à résoudre.

De leur côté, les ONG d'aide aux migrants accusent Frontex et les gardes-côtes de ne pas avoir fait leur travail – secourir les migrants –, surtout après avoir vu que le bateau était un vieux rafiot surchargé et qu'aucun des passagers à bord n'avait de gilet de sauvetage. Pour Jérôme Tubiana, de Médecins sans frontières, « il est vraiment choquant d'entendre que Frontex a survolé le bateau et que personne n'est intervenu parce que le bateau a refusé toutes les offres d'aide... Un bateau surchargé est un bateau en détresse », a-t-il déclaré sur Franceinfo.

Jeudi 15 juin dans un communiqué, la députée européenne socialiste Sylvie Guillaume a estimé

Les migrants ne veulent surtout pas être débarqués sur le sol grec car le pays est connu pour expulser de force les demandeurs d'asile potentiels, en violation du droit international.

que, « plutôt que s'enfermer dans des discussions sans fin et toujours plus vaines sur des propositions dégradées du Pacte sur l'asile et la

migration, les États membres devraient se pencher de façon urgente sur deux dispositions à prendre au plan européen : tout d'abord la nécessité de développer des voies légales et contrôlées d'accès à l'UE qui éradiquent les routes irrégulières toujours plus dangereuses et meurtrières. Ensuite, le développement urgent d'un service de recherche et sauvetage en mer (SAR) sous égide européenne ».

À Rome, le pape François s'est dit « profondément consterné » par le naufrage et a envoyé « ses prières sincères pour les nombreux migrants qui sont morts, leurs proches et tous ceux qui ont été traumatisés par cette tragédie ». **Corentin Mittet-Magnan, Agnès Rotivel avec Thomas Jacobi (à Athènes)**

Des migrants otages du clan Haftar dans l'Est libyen

— Le bateau qui a chaviré au large du Péloponnèse est parti de Tobrouk, une région libyenne placée sous la coupe du clan Haftar.

— En favorisant les départs de migrants, ce rival du pouvoir de Tripoli cherche à faire pression sur les Européens, notamment sur l'Italie.

L'embarcation surchargée qui a sombré en mer Ionienne mercredi 14 juin est partie de Tobrouk en Libye, à une centaine de kilomètres de la frontière avec l'Égypte. Il ne s'agissait pas d'un Zodiac, fréquemment utilisé pour les migrants quittant les régions de l'ouest du pays et dirigées par Abdel Hamid Dbeibah, reconnu par l'ONU. Mais d'un bateau de pêche parti de l'est, région tenue par le puissant clan Haftar, qui se sert d'embarcations en bout de course pour exploiter les exilés.

« C'est plus précisément l'œuvre de Saddam Haftar (le fils du maréchal Khalifa Haftar, NDLR) qui s'accommode très bien de tout type de crime – trafic d'êtres humains, Captagon, trafic d'or – du moment que la commande est bien payée », indique Jalel Harchaoui, chercheur associé au Royal United Services Institute for Defence and Security Studies (Rusi).

La majorité des 22 000 arrivées de migrants depuis le début de l'année en Italie, via la Libye, provient désormais de la région orientale de Cyrénaïque. Dans l'est du pays, les opérations d'interception sont plus rares. Mais le trajet, plus long, est également plus dangereux. Moyennant l'équivalent de 1 500 € par candidat à l'exil, cet itinéraire privilégie la navigation dans les eaux internationales pour atteindre la côte italienne. Depuis le début de l'année, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 368 migrants sont portés disparus et plus de 600 se sont noyés au large des côtes libyennes.

Après Tobrouk, Benghazi est le deuxième port de départ vers l'Europe. Les ressortissants égyptiens, poussés par la misère, forment le gros des exilés qui suivent cet itinéraire. S'y ajoutent des Pakistanais et des Bangladais, notamment. Ces derniers transitent grâce à un pont aérien assuré entre Damas et Benghazi par la compagnie Cham Wings aux ordres du régime de Bachar Al Assad. Celle-ci s'était fait connaître en 2021 pour avoir participé à la pression migratoire exercée en Pologne et en Lituanie via la Biélorus-

sie. L'Union européenne avait imposé des sanctions contre elle, avant de les lever en juillet 2022.

La mise en place de cette route migratoire est une façon de se rendre indispensable pour le clan Haftar : « Saddam Haftar voudrait qu'on lui déroule le même tapis rouge que celui que Rome a déroulé à l'ouest lorsque la compagnie italienne d'hydrocarbures ENI a mis sur la table, en janvier dernier, 8 milliards d'euros d'investissements dans le secteur gazier. Il veut aussi que les Européens l'aident à plaider sa cause auprès de Washington », indique Jalel Harchaoui.

« C'est plus précisément l'œuvre de Saddam Haftar qui s'accommode très bien de tout type de crime – trafic d'êtres humains, Captagon, trafic d'or. »

Le chercheur estime que cette stratégie commence d'ailleurs à porter ses fruits. En mai, la première ministre nationaliste conservatrice Giorgia Meloni a dû recevoir Khalifa Haftar au Palazzo Chigi, en compensation de son déplacement en début d'année chez « l'ennemi » de Tripoli. Et, il y a une semaine, le ministre de l'intérieur italien, Matteo Piantedosi a déclaré sans détour, lors d'une conférence de presse tenue à Catane, en Sicile : « Nous demanderons à Haftar plus de collaboration pour arrêter les départs. » En contrepartie, ce proche du leader de la Ligue de Matteo Salvini (extrême droite) se dit prêt à financer des projets de développement, dont la reconstruction de Benghazi.

Comme ailleurs en Afrique du Nord ou en Turquie, l'UE et l'Italie ont posé de longue date les jalons d'une coopération avec le gouvernement de Tripoli pour empêcher les traversées. Dès 2016, des gardes-côtes libyens ont été formés, puis équipés pour gérer les flux. La Libye compterait sur son territoire 600 000 migrants issus de 41 nationalités, selon l'OIM qui estime la part des enfants à 11 %. La plupart d'entre eux proviennent d'Afrique subsaharienne, du Niger, d'Égypte, du Soudan, du Tchad et du Nigeria. Depuis le début de l'année, plus de 7 000 migrants ont été interceptés en mer et ramenés en Libye.

Jean-Baptiste François